



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de l'emploi

Question écrite n° 76612

Texte de la question

M. André Schneider attire l'attention de M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement sur la mise en oeuvre de la loi du 26 juillet 2005 qui institue un régime dérogatoire favorable aux entreprises agréées de « services à la personne » qui réalisent des prestations à domicile au profit de personnes dépendantes (personnes handicapées, personnes âgées, personnes bénéficiant d'une aide à domicile...). L'agrément sera accordé aux entreprises exerçant exclusivement ce type d'activité et en application de critères de qualité de service. La Fédération nationale de la coiffure est inquiète car la coiffure à domicile va donc pouvoir bénéficier (sous certaines conditions) d'un dispositif plus avantageux que la coiffure en salon. Cette situation va immanquablement générer les distorsions de concurrence. Concrètement le même salon de coiffure sera soumis à une réglementation différente et discriminatoire. Jusqu'à présent, la coiffure a très bien su s'adapter avec dynamisme et pertinence aux exigences d'un consommateur soucieux de sécurité et de créativité. Elle est aussi capable de répondre aux besoins spécifiques de populations dépendantes. Il lui demande donc s'il serait envisageable que toutes les entreprises de coiffure puissent bénéficier des mêmes mesures incitatives et ce, sans condition d'exclusivité ni augmentation de coût de gestion pour celles déjà installées. - Question transmise à M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales.

Texte de la réponse

Plusieurs études économiques font état de besoins grandissants dans le secteur des services à domicile du fait de l'évolution des modes de vie et du vieillissement de la population. La loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne a pour objectifs de dynamiser l'offre de services, répondant ainsi aux attentes et aux besoins des citoyens, et de permettre d'exploiter un gisement important de créations d'emplois. Les dispositifs d'exonérations fiscales et sociales prévus dans le plan de développement des services à la personne visent à étendre le marché des services à domicile en facilitant son accès à des personnes qui, pour des raisons de coût, ne pouvaient pas y accéder. Les rémunérations des salariés qui sont employés par des associations ou des entreprises agréées sont exonérées de charges patronales. Un agrément est délivré au regard de critères de qualité de service et à condition que l'association, ou l'entreprise, se consacre exclusivement aux activités mentionnées à l'article L. 129-1 du code du travail. Un décret, en cours d'élaboration, doit préciser le contenu de ces activités. Les unions et organisations professionnelles directement concernées par la loi relative au développement des services à la personne ont été consultées. À ce stade, l'activité de coiffure à domicile pour les seules personnes dépendantes bénéficierait du dispositif d'allègement de charges sociales et fiscales. Cette limitation du champ des bénéficiaires de la prestation de service permet ainsi de diminuer très notablement les risques de distorsion de concurrence. Toutefois, le Gouvernement restera très attentif, grâce à des évaluations futures du dispositif, à ce que les intérêts des entreprises, notamment pour les plus petites d'entre elles, soient préservés. Enfin, en ce qui concerne l'affectation d'un taux réduit de TVA au secteur de la coiffure, la Commission européenne avait présenté le 16 juillet 2003 une proposition de directive visant à harmoniser les règles sur les taux réduits. Toutefois, les États membres divergent encore sur les secteurs à retenir. Aussi, les priorités du Gouvernement demeurent-elles la pérennisation de l'application du

taux réduit aux travaux dans le bâtiment et aux services d'aide à domicile à la personne.

Données clés

Auteur : [M. André Schneider](#)

Circonscription : Bas-Rhin (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 76612

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : emploi, cohésion sociale et logement

Ministère attributaire : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 octobre 2005, page 9878

Réponse publiée le : 22 novembre 2005, page 10898